

# Rwanda Burundi

## Combats à l'arme lourde à Kigali, « au moins » 100.000 morts dans tout le pays

AFP, 26 avril 1994

NAIROBI, 26 avr – De brefs combats à l'arme lourde ont opposé mardi à Kigali les belligérants rwandais, après l'entrée en vigueur théorique d'un cessez-le-feu que les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont accusé les forces gouvernementales d'avoir violé. Les massacres et les combats qui se déroulent sur tout le territoire rwandais ont fait au moins 100.000 morts, a estimé mardi à Genève le Comité international de la Croix-rouge (CICR), dont les délégués sont “dans l'impossibilité de travailler”.

Plus aucun blessé ne parvient dans les hôpitaux de Kigali et ceux qui s'y trouvent ont peur de sortir, a précisé le CICR.

De son côté, le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) a souligné que Kigali était désormais menacé par les épidémies.

Mardi, l'intensité et la durée des tirs qui ont résonné dans les collines de Kigali ont néanmoins été bien moindres que la veille, lorsque l'aéroport avait été bombardé par le FPR et plusieurs bâtiments visés par les forces gouvernementales, a relevé M. Abdul Kabia, porte-parole de la Mission des Nations unies pour l'assistance

au Rwanda (MINUAR).

Le FPR (rébellion de la minorité tutsie) avait décrété un cessez-le-feu à partir de lundi minuit. “Dès mardi matin, les forces gouvernementales bombardaient nos positions”, a accusé à Nairobi le secrétaire général du FPR, Théogène Rudasingwa.

Il a précisé que les rebelles observeraient néanmoins un “délai de grâce” de 96 heures, avant de lancer de nouvelles offensives militaires de grande envergure.

Le FPR, qui affirme contrôler la moitié du Rwanda, a également demandé le départ du représentant spécial de l'ONU, Jacques-Roger Booh-Booh, qu'il accuse de soutenir le gouvernement intérimaire.

### **Difficiles tentatives d'associations humanitaires**

Au Burundi voisin, des incidents armés ont de nouveau eu lieu lundi soir dans des quartiers périphériques de Bujumbura. La journée de mardi a été plus calme.

Le gouvernement et l'état major ont établi un “calendrier” de désarmement des populations civiles dans tout

le pays, à commencer par les quartiers nord de la capitale.

D'ici jeudi, ces quartiers, où des affrontements opposent des militaires à des bandes armées, devront être désarmés, volontairement ou de force, a indiqué un officier supérieur de l'état major burundais.

Selon cet officier, les huit soldats qui avaient tenté dimanche de convaincre la troupe de commettre un coup d'Etat étaient toujours en fuite mardi. Mais une commission conjointe, associant des magistrats à des militaires, continuait à interroger des militaires et des civils interpellés à la suite de rumeurs de coup d'Etat, selon cette même source.

Une tentative de putsch avait été commise le 21 octobre 1993 par des militaires tutsis, qui avaient assassiné le président hutu Melchior Ndadaye. Des massacres inter-ethniques avaient alors

fait des dizaines de milliers de morts.

Au Rwanda, les tueries entre Hutus et Tutsis qui ont suivi la mort des présidents burundais Cyprien Ntaryamira et rwandais Juvénal Habyarimana, le 6 avril, se poursuivent, ont affirmé le CICR et le HCR.

Selon le HCR, quelque 137.000 personnes ont fui le pays pour échapper aux massacres. Quelques associations humanitaires tentent malgré tout de reprendre leurs activités au Rwanda. L'organisation française Médecins du Monde (MDM) a notamment annoncé mardi avoir acheminé du matériel médical à Gahini (50 km à l'est de Kigali).

La France a décidé d'envoyer vendredi à Bujumbura un avion chargé de 38 tonnes de vivres et matériels de première urgence aux Rwandais réfugiés au Burundi.

bur/bw